



Le gouvernorat de la région anglophone camerounaise du Nord-Ouest a démenti dimanche l'enlèvement vendredi de six élèves à Bamenda, capitale régionale du Nord-Ouest, en confirmant néanmoins l'attaque du lycée, selon un communiqué.

"Le gouverneur de la région du Nord-Ouest tient à informer le public que les activistes ont en effet essayé (d'enlever les élèves) mais, grâce à la collaboration spontanée entre la communauté locale et l'intervention opportune de nos forces de sécurité, aucun élève n'a été kidnappé", a indiqué un communiqué dimanche signé de Lanyuy Harry Ngwany, administrateur civil principal de la région.

Le communiqué indique que le lycée attaqué était celui de GBHS Atiela. Samedi, un enseignant de Bamenda avait affirmé à l'AFP que "six élèves ont été enlevés" vendredi après que "des personnes (aient) attaqué le lycée hier à 11 heures (10 heures GMT)".

L'information de l'attaque et de l'enlèvement des élèves avait été confirmée à l'AFP samedi par une source proche des services de sécurité de Bamenda. Dans les deux régions anglophones du Cameroun (Nord-Ouest et Sud-Ouest) où fait rage depuis un an un violent conflit armé, un boycott des écoles a été décrété par les séparatistes armés. Ils combattent depuis fin 2017 l'armée pour l'indépendance du Cameroun anglophone, estiment que le système scolaire francophone marginalise les étudiants anglophones.

Les attaques de séparatistes armés sur les lycées sont nombreuses depuis le début du conflit. A la rentrée scolaire de septembre, des "crimes imprescriptibles" ont été commis par les séparatistes, avaient dénoncé début septembre les autorités.

Le jour de la rentrée, un directeur d'école avait été assassiné, un professeur mutilé et plusieurs lycées attaqués. Une élection présidentielle a eu lieu le 7 octobre au Cameroun, dont les résultats officiels ne sont pas encore connus. Dans les deux régions anglophones -sur les dix que compte le Cameroun-, les taux de participation à ce scrutin ont été extrêmement faibles: 5% au Nord-Ouest et 15% au Sud-Ouest, selon les chiffres de la Commission nationale de décompte des votes. Dans la zone, plus de 300.000 personnes ont fui les violences, pour la grande majorité en brousse et dans les grandes villes des régions voisines, et pour certaines au Nigeria voisin.

AFP
